

**TOME 2. PROCÉDURE EN ROULAGE  
ET SUR INTÉRÊTS CIVILS  
TABLE DES MATIÈRES**

Préface ..... 13

**I. LA PROCÉDURE EN MATIÈRE DE ROULAGE**

**A. LA PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE POLICE,  
SECTION PÉNALE**

a) Avant la fixation de la cause

1. Demande d'autorisation de consultation ou de copie du dossier répressif  
(art. 21*bis* C. i. cr.) ..... 19

b) Après la fixation de la cause

2. Courrier de réservation d'une affaire..... 20

3. Requête en vue d'obtenir la copie gratuite du dossier répressif  
(art. 674*bis*, § 2, C. jud.) ..... 22

c) Mises à la cause et réclamations

4. Placet de constitution de partie civile ..... 24

5. Citation directe  
(art. 145 C. i. cr.) ..... 27

6. Requête en intervention volontaire  
(art. 813 C. jud.) ..... 30

d) Conclusions et requêtes du prévenu

7. Conclusions en demande de changement de langue  
(loi du 15 juin 1935)..... 32

8. Conclusions relatives à la problématique du jeune conducteur  
(art. 38, § 5, de la loi du 16 mars 1968) ..... 38

9. Conclusions relatives à la récidive spéciale  
(art. 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968) ..... 42

10. Conclusions relatives au dépassement du délai raisonnable  
(art. 6 CEDH et 21*ter* du titre préliminaire du Code de procédure pénale)..... 49

11. Conclusions relatives à la prescription de l'action publique  
(art. 68 de la loi du 16 mars 1968) ..... 53

12. Conclusions en contestation d'excès de vitesse vu l'état de nécessité (art. 29, § 3, de la loi du 16 mars 1968 et 71 C. pén.)	57
13. Conclusions en contestation d'excès de vitesse pour irrégularité des constatations (art. 29, § 3, de la loi du 16 mars 1968)	63
14. Conclusions en contestation de délit de fuite (art. 33 de la loi du 16 mars 1968)	71
15. Conclusions en contestation d'intoxication alcoolique (art. 34 de la loi du 16 mars 1968)	75
16. Conclusions en contestation d'état d'ivresse (art. 35 de la loi du 16 mars 1968)	81
17. Conclusions en contestation d'éthylotest antidémarrage (art. 37/1 de la loi du 16 mars 1968)	85
18. Conclusions en contestation de défaut d'assurance (art. 22 et 24 de la loi du 21 novembre 1989)	90
19. Conclusions en contestation d'entrave méchante à la circulation (art. 406, al. 1 <sup>er</sup> , C. pén.)	94
20. Conclusions en contestation d'infractions à la réglementation liée au coronavirus COVID-19 (A.M. du 28 octobre 2020)	99
21. Conclusions sollicitant une peine de travail (art. 37quinquies C. pén.)	114
22. Conclusions sollicitant une suspension du prononcé de la condamnation (art. 3 et s. de la loi du 29 juin 1964)	117
23. Requête en réouverture des débats	120
e) <u>Après le prononcé du jugement</u>	
24. Demande de mise en œuvre de la déchéance du droit de conduire durant une période déterminée	123
25. Requête en réintégration dans le droit de conduire (art. 44 de la loi du 16 mars 1968)	124
26. Requête en rectification d'erreur matérielle (art. 794 et s. C. jud.)	126
27. Citation en opposition (art. 171 C. i. cr.)	129
28. Formulaire de griefs d'appel (art. 204, al. 3, C. i. cr.)	134
29. Recours en grâce (art. 110 Const.)	138

<b>30.</b> Requête en réhabilitation (art. 621 et s. C. i. cr.) .....	142
<b>B. LA PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE POLICE, SECTION CIVILE</b>	
a) <u>Citations en indemnisation</u>	
<b>31.</b> Citation – action directe (art. 150 de la loi du 4 avril 2014) .....	149
<b>32.</b> Citation – usager faible (art. 29bis de la loi du 21 novembre 1989) .....	152
<b>33.</b> Citation – impossibilité de départager les responsabilités (art. 29ter de la loi du 21 novembre 1989) .....	156
<b>34.</b> Citation à l’encontre du Fonds commun de garantie belge (art. 19bis-11, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 21 novembre 1989) .....	159
<b>35.</b> Citation à l’encontre du Bureau belge des assureurs automobiles (art. 19bis-1 de la loi du 21 novembre 1989) .....	163
b) <u>Attestation de témoin</u>	
<b>36.</b> Formulaire d’attestation de témoin (art. 961/1 et 961/2 C. jud.) .....	165
c) <u>Action récursoire</u>	
<b>37.</b> Citation – action récursoire (art. 44 à 47 de l’annexe à l’arrêté royal du 5 février 2019).....	166
<b>38.</b> Courrier de notification d’intention d’action récursoire (art. 152 de la loi du 4 avril 2014) .....	168
<b>39.</b> Reconnaissance de dette (art. 1326 C. civ.) .....	170
<b>40.</b> Conclusions en contestation d’action récursoire pour état d’ivresse (art. 46, 2 <sup>o</sup> , a, de l’annexe à l’arrêté royal du 5 février 2019) .....	171
d) <u>Requêtes</u>	
<b>41.</b> Requête conjointe (art. 706 C. jud.) .....	177
<b>42.</b> Requête en intervention volontaire (art. 813, al. 1 <sup>er</sup> , C. jud.).....	178
<b>43.</b> Requête en aménagement des délais pour conclure et fixation (art. 747, § 2, C. jud.) .....	180
<b>44.</b> Requête en rectification d’erreur matérielle (art. 794 C. jud.) .....	182

45. Requête d'appel (art. 1056 C. jud.) . . . . .	184
--	-----

## II. LA PROCÉDURE D'INTÉRÊTS CIVILS

### a) Requêtes et conclusions

46. Requête en examen des intérêts civils (art. 4 du titre préliminaire du Code de procédure pénale) . . . . .	189
47. Requête en aménagement des délais pour conclure et fixation (art. 747, § 2, C. jud.) . . . . .	191
48. Conclusions en réclamation de l'indemnisation du préjudice résultant du décès . . . . .	193
49. Conclusions en réclamation de l'indemnisation du préjudice corporel. . . . .	198
50. Conclusions en contestation de l'indemnisation du préjudice corporel . . . . .	224
51. Conclusions en réclamation de l'indemnisation du préjudice au véhicule en perte totale économique. . . . .	245
52. Conclusions en réclamation de l'indemnisation du préjudice au véhicule réparable . . . . .	250

### b) Expertise du préjudice corporel

53. Citation en demande d'expertise médicale judiciaire . . . . .	254
54. Requête en récusation d'expert pour cause de suspicion légitime (art. 966 et 828, 1 <sup>o</sup> , C. jud.) . . . . .	260
55. Requête en remplacement d'expert (art. 979 C. jud.) . . . . .	263
56. Requête en assistance judiciaire en vue d'obtenir la gratuité de l'expertise judiciaire (art. 664 et s. C. jud.) . . . . .	265
57. Compromis d'expertise médicale amiable. . . . .	267

### c) Indemnisation amiable

58. Quittance provisionnelle . . . . .	271
59. Contrat de transaction (art. 2044 C. civ.) . . . . .	272

### d) Référé-provision

60. Citation en référé-provision (art. 584 C. jud.) . . . . .	274
--	-----

---

<b>61.</b> Conclusions en contestation de référé-provision (art. 584 C. jud.) .....	277
e) <u>Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence</u>	
<b>62.</b> Requête au Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, par la victime d'un acte intentionnel de violence (art. 28 et s. de la loi du 1 <sup>er</sup> août 1985) .....	280
<b>63.</b> Requête au Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, par la victime d'un acte de terrorisme (art. 42 <i>bis</i> de la loi du 1 <sup>er</sup> août 1985) .....	286
Postface .....	293
Bibliographie .....	295
Présentation des auteurs .....	301